

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU KOFI ANNAN

Une révolution technologique transforme actuellement notre société en profondeur. Bien exploitées et bien orientées, les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent améliorer tous les aspects de notre vie sociale, économique et culturelle. Elles peuvent aussi servir de moteur pour le développement au XXI^e siècle et jouer un rôle décisif en nous aidant à réaliser tous les objectifs de la Déclaration du millénaire, document historique adopté par un nombre record de dirigeants au Sommet du millénaire convoqué pour trouver une solution aux grands problèmes de notre époque.

de conf. planetario
Pourtant, la majorité des habitants de la planète ne bénéficient pas encore de ces nouvelles technologies. C'est pourquoi le Sommet du millénaire a reconnu le rôle fondamental que jouent les partenariats entre gouvernements, institutions bilatérales et multilatérales de développement, secteur privé et autres parties intéressées, lorsqu'il s'agit de mettre les TIC au service du développement. C'est précisément la raison pour laquelle une année avant ce Sommet j'avais, à la cérémonie d'ouverture de la manifestation mondiale TELECOM 99, lancé un appel aux Etats et au secteur privé leur demandant de soutenir l'initiative de l'UIT relative à la tenue d'un Sommet mondial sur la société de l'information.

Ce rassemblement mondial offrira à tous les protagonistes une occasion exceptionnelle de définir une vision commune, de réfléchir aux moyens de réduire la fracture numérique et de créer une société de l'information véritablement mondiale. Ce sera également l'occasion de mettre au point des solutions et des outils spécifiques et d'adopter un plan d'action réaliste et viable. Comme je l'ai dit dans mon rapport au Sommet du millénaire, ce retard dans le domaine numérique peut être comblé et le sera.

Le Sommet mondial sur la société de l'information sera un élément décisif dans la réalisation de cet objectif.

Kofi Annan

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE PASCAL COUCHEPIN

Quelle société voulons-nous pour nos citoyens? Comment vivre tous ensemble? Autant de questions auxquelles le monde politique est confronté chaque jour. Il appartient d'ailleurs à nos politiciens non seulement de concilier les idéaux avec ce qu'il est possible de réaliser, mais aussi de concrétiser ce qui peut l'être. Le fait que de nombreux pays deviennent rapidement des sociétés du savoir soulève des questions qui touchent à la fois les individus, l'organisation interne des États et la coopération internationale.

La première phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information se déroulera à Genève, du 10 au 12 décembre 2003. Cet événement offre l'occasion unique de développer au plus haut niveau une vision mondiale de la société de l'information. Le Sommet doit également permettre de formuler une déclaration politique et d'établir un plan d'action. Et puisque nous sommes tous concernés par la société de l'information, la Suisse tient à soutenir la société civile et le secteur privé dans leur participation à ce processus.

G Je me réjouis que mon pays ait l'honneur d'accueillir ce sommet et je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que ce premier sommet de l'ONU à Genève, après l'adhésion de la Suisse à l'organisation, rencontre un franc succès.

Pascal Couchepin

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TUNISIE ZINE EL ABIDINE BEN ALI

G La Tunisie est fière d'accueillir en 2005 le Sommet mondial sur la société de l'information en vue d'activer les mécanismes de la coopération internationale pour réduire la fracture numérique, les technologies modernes de la communication et de l'information étant parmi les outils essentiels qui peuvent contribuer à promouvoir un développement juste, intégral et durable.

Ces technologies dont la maîtrise et la bonne utilisation reposent essentiellement sur les compétences humaines et l'intelligence collective des peuples, offrent, en particulier aux pays en développement, une occasion exceptionnelle de brûler les étapes afin de pouvoir répondre aux attentes de leurs peuples qui aspirent au progrès et à la stabilité.

Néanmoins, pour parvenir à atteindre ces objectifs légitimement ambitieux, il faut trouver un juste équilibre entre la maîtrise de ces technologies et leur utilisation au service des intérêts des peuples et de la préservation de leur identité dans un cadre interculturel. La participation active de la société civile et du secteur privé est donc indispensable.

Forte de sa détermination à poser les jalons de la société de l'apprentissage et de l'intelligence, la Tunisie est pleinement en mesure de contribuer activement aux efforts pour aider les pays en développement à ne pas se laisser distancer par les progrès technologiques et à renforcer leur présence dans le secteur mondial des communications.

Tel est l'un des objectifs les plus importants et les plus ambitieux qui sera examiné attentivement lors du Sommet mondial qui se tiendra à Tunis en 2005.

Nous espérons vivement que toutes les étapes du Sommet seront couronnées de succès dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité.

Zine El Abidine Ben Ali

1. Une nouvelle économie fondée sur les réseaux et une société de l'information reposant sur la connaissance se créent peu à peu sous nos yeux aussi bien à l'échelle des personnes qu'à l'échelle des nations. La vie de tous les jours, l'acquisition des connaissances, les méthodes de travail et les relations mutuelles évoluent de façon irréversible.

La révolution numérique est à la base de la mondialisation et de l'intégration de l'économie des nations du monde. Cette révolution repose sur toute la puissance des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui nous permettent d'accéder presque instantanément, en tout point du monde, à l'information et à la connaissance.

La liberté des flux d'information et la liberté d'expression ont déclenché une croissance exponentielle de la connaissance et la création de multiples applications nouvelles. Conséquence directe, les structures économiques et sociales et les relations se transforment-elles aussi.

Et pourtant, l'immense majorité des habitants de la planète n'ont pas encore été touchés par cette révolution. La fameuse "fracture numérique" menace d'élargir encore le fossé du développement entre les riches et les pauvres, entre pays et à l'intérieur même des pays.

La majorité des habitants de la planète ne pourront bénéficier de cette révolution que s'ils ont la possibilité de participer pleinement à la nouvelle société de l'information. L'accès rapide aux services et aux marchés de l'information permet réellement de lutter contre la pauvreté et de promouvoir la création de richesses. L'information et la connaissance peuvent "égaliser les chances" et les TIC sont un élément décisif d'un développement durable sur le plan de l'environnement, aussi bien que dans la lutte contre la pauvreté.

Les TIC peuvent contribuer puissamment à combler le fossé du développement entre les pays riches et les pays pauvres et à accélérer les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et l'inégalité entre les hommes et les femmes. Les TIC peuvent apporter les bienfaits de l'alphabétisation, de l'éducation et de la formation dans les régions les plus isolées. Grâce à elles, les écoles, les universités et les hôpitaux peuvent accéder aux meilleures informations et aux meilleures connaissances disponibles. Grâce à elles, on peut diffuser les messages concernant les problèmes de santé et améliorer le traitement et la prévention des maladies infectieuses et des maladies transmissibles (VIH - sida).

Sans une utilisation généralisée et novatrice des TIC, le développement des pays les plus pauvres pourrait être impossible à assurer. Il faut noter, entre autres éléments, que:

- "la fracture numérique" demeure l'un des principaux obstacles aux échanges commerciaux entre les pays, aussi bien développés qu'en développement;
- l'application des TIC et des médias peut faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie des réseaux et la société de l'information reposant sur la connaissance;
- avec un leadership et des mesures et incitations adéquats, les TIC sont susceptibles de relancer l'économie mondiale en cette période de ralentissement sur les marchés de la technologie;
- les TIC peuvent accélérer le développement sous réserve que l'accès à l'information et à la communication soit universel et accessible - et protégé comme droit fondamental - et qu'il existe un cadre politique transparent, prévisible et favorable à la concurrence.

La mise en place accélérée d'infrastructures TIC bénéficiera aux pays en développement. Les dirigeants politiques devraient agir dès maintenant et accorder la priorité au développement des infrastructures dans les cyberstratégies nationales; il s'agit d'appliquer les technologies les plus appropriées, de faire en sorte que les ressources humaines soient formées et disponibles, et enfin d'aider les pays à développer leurs infrastructures informationnelles.

L'une des leçons que l'on peut dégager de l'expérience de bon nombre de pays en développement

- notamment de petits pays disposant de ressources très limitées et faisant face à des problèmes socio-économiques ardues - est que l'audace des dirigeants politiques qui ont su gérer la transition économique à l'ère du numérique a été payante, et que pareille démarche donne des résultats économiques, sociaux et politiques tangibles. A cet égard, un certain nombre d'exemples de solutions TIC peuvent être consultés sur le site: http://www.itu.int/osg/spu/wsis-themes/ict_stories/

2. Le Sommet mondial sur la société de l'information donnera aux personnalités les plus éminentes de la planète l'occasion exceptionnelle de façonner ensemble l'avenir de la société de l'information, de mettre la révolution des TIC au service du développement. Le Sommet permettra de conférer d'un commun accord un rang de priorité élevé aux TIC dans l'aide internationale au développement et d'appuyer les efforts déployés à l'échelle des nations pour élaborer et mettre en œuvre les cyberstratégies requises. Le Sommet peut être conçu comme une plate-forme unique à partir de laquelle les gouvernements, les entreprises et la société civile pourront ensemble inverser la tendance, faire en sorte que la "fracture numérique" ne s'aggrave pas encore, puis jeter les fondations d'une société de l'information mondiale véritablement pour tous.

Le développement du cadre politique nécessaire pour l'ère numérique est encore embryonnaire. Un certain nombre de questions qui se posent à divers niveaux - cyberstratégies nationales, accès universel, gouvernance mondiale, promotion des échanges commerciaux, protection de la vie privée, liberté de l'information, droits de propriété intellectuelle, sécurité des réseaux - présentent une importance sociale et économique vitale pour toutes les nations, et pourtant ces questions sont encore à définir avec précision.

Alors qu'il s'agit d'adopter les premières mesures stratégiques en vue de développer un cadre général pour l'ère numérique, le Sommet mondial sur la société de l'information peut nous offrir une plate-forme extrêmement précieuse pour arrêter un certain nombre de principes de base propres à délimiter le débat politique, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, afin de:

- définir à l'échelle des nations des cyberstratégies fondées sur une politique et une réglementation propices, liées aux plans économiques et reconnaissant l'importance du cybergouvernement et de la cybergouvernance;
- élaborer une "feuille de route" détaillée et réaliste pour la gouvernance mondiale de la société de l'information;
- remédier aux lacunes que présentent les cadres et les dispositifs qui, à l'échelle mondiale, font obstacle à la mise en œuvre et à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC);
- assurer un accès universel et économique aux TIC;
- promouvoir une large participation à la prise de décision et à la gouvernance concernant le domaine des TIC;
- faire en sorte que les cadres nationaux et internationaux définissent un équilibre judicieux entre les mesures de stimulation de l'innovation et de la créativité, en particulier lorsqu'il s'agit de donner des moyens d'agir au secteur privé à l'échelle locale;
- assurer la confidentialité et la sécurité des réseaux TIC tout en garantissant la liberté des flux d'information et de communication;
- définir un cadre propre à assurer la protection de la vie privée et la sécurité des réseaux, et à instaurer la confiance;
- promouvoir des médias ouverts et informatifs pour assurer la liberté d'expression et le débat dans de bonnes conditions;
- promouvoir la diversité des contenus et la diversité culturelle, et faciliter le partage des connaissances;
- promouvoir de nouveaux modèles de création et de diffusion de contenus locaux et d'applications de ces contenus, le principe de liberté d'expression étant reconnu comme absolument fondamental dans la société de l'information;
- fixer des objectifs concrets et atteignables pour l'accès et la connectivité dans les zones rurales, à l'échelle nationale et à l'échelle internationale, dans les établissements d'enseignement, les universités et les hôpitaux;
- mettre en valeur le capital humain par divers programmes - alphabétisation, éducation, formation, recherche-développement - dans le cadre d'alliances et de solutions innovantes;
- accorder la priorité aux TIC et aux médias dans les politiques d'aide au développement.

3. Le Sommet sera l'occasion de s'entendre généralement sur le principe selon lequel aucun pays ne saurait être laissé en marge de la révolution des TIC. Pour les nations du monde, il ne s'agit plus de savoir s'il faut investir dans les TIC, mais bien de répondre aux enjeux importants de cette révolution et d'en tirer le meilleur parti. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de fournir de l'information et des contenus. La société de l'information ne pourra prospérer que si les citoyens du monde obtiennent toutes les informations nécessaires pour être en mesure de participer au processus démocratique.

Les médias ont pour mission de produire, de rassembler et de diffuser diverses formes de contenus de qualité, pour répondre à ces besoins. Il incombe aux gouvernements d'assurer la liberté d'expression et le débat dans de bonnes conditions, et d'appuyer des médias ouverts et informatifs.

Le Sommet mondial sur la société de l'information donnera aux médias le rôle indispensable de "partenaires" de la société de l'information qui leur revient. Plus précisément:

- le Sommet peut souligner l'importance de la liberté de la presse dans le contexte de la démocratie et de la bonne gouvernance;
- le Sommet peut promouvoir la création de contenus nationaux, correspondant aux cultures et aux langues locales. La fracture numérique n'est pas simplement une fracture technologique, le problème se pose également au niveau des contenus: actuellement plus du 69% des sites web sont en anglais. La liberté des flux d'information, la diversité culturelle, le pluralisme, sont essentiels dans une société de l'information pour tous. Ces deux concepts - liberté de la presse et diversité des contenus - peuvent, et doivent, être associés,
- de nouveaux modèles devraient être définis pour la création et la diffusion des contenus locaux, et nous citerons ici les concepts de "licence sociale" et de "source ouverte". Il s'agira notamment de susciter un climat novateur pour la production de contenus numériques et la mise en place d'industries multimédias locales, notamment au niveau des droits de propriété intellectuelle, et de promouvoir des outils de gestion des langues locales, plus particulièrement en ce qui concerne les noms de domaine internationaux, pour promouvoir le multilinguisme;
- pour ce qui est des pays en développement, les TIC et les médias sont des outils de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement. Les médias peuvent être mobilisés lorsque l'on veut transmettre des messages électroniques porteurs d'informations utiles pour le développement - l'information sanitaire, en particulier en ce qui concerne le VIH-SIDA, informations dans le domaine de l'éducation, des entreprises, de l'environnement ou de l'agriculture;
- les nouvelles techniques numériques offrent d'immenses possibilités d'amélioration des "médias traditionnels" qui peuvent dès lors être combinés avec les nouveaux médias. Les médias traditionnels, plus particulièrement la radio et la télévision, sont des outils de développement efficaces, et demeurent la seule forme d'accès à l'information d'une bonne partie de la population du globe, notamment des populations démunies ou analphabètes.

→ Mais la liberté de la presse entraîne des responsabilités. Les nouvelles technologies offrent une liberté sans précédent aux "nouveaux médias" sur l'Internet, mais il ne faut pas les utiliser pour exacerber l'intolérance ou la haine. Les valeurs de tolérance, de dialogue et de respect de la diversité doivent absolument être les bases d'une société de l'information qui soit vraiment pour tous. La société de l'information doit rassembler les hommes et non pas susciter de nouvelles divisions, elle doit déboucher sur un monde plus juste et plus harmonieux.